



ESTRÉE

11, rue de la Course
62170 ESTRÉE

Téléphone : 03 21 06 12 79

Fax : 03 21 81 08 06

E-mail : mairie.estree@wanadoo.fr

2015 010

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Objet:

Approbation du Plan Local d'Urbanisme

L'an deux mil quinze, le seize du mois de juin à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune d'Estrée s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Daniel Jumez, Maire, à la suite d'une convocation en date du 10 juin 2015 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la mairie.

Étaient présents tous les conseillers municipaux en exercice à l'exception de Bourgois Damien.

Marc Calippe est élu secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123-10, R123-19, R123-24 et 25,

Vu l'article 25 de la loi LAAAF qui modifie les deux premiers alinéas du II de l'article 139 de la loi ALUR notamment en rédigeant ainsi le deuxième alinéa : « *les articles L123-1-2 et L123-1-3 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction résultant de la présente loi, entrent en vigueur au lendemain de la publication de la présente loi. Les organes délibérants des établissements publics ayant engagé l'élaboration, la modification ou la révision d'un plan local d'urbanisme avant la publication de la présente loi peuvent toutefois opter pour appliquer les mêmes articles L123-1-2 et L123-1-3 dans leur rédaction antérieure à la présente loi* »

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2011 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 novembre 2012 ayant arrêté le projet d'élaboration du PLU,

Vu l'arrêté du Maire en date du 13 janvier 2015 soumettant à enquête publique le projet du PLU arrêté par le conseil municipal,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu les avis des services consultés,

Considérant que le PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

Décide d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente.

Décide d'appliquer les articles L123-1-2 et L123-1-3 dans leur rédaction antérieure à la loi LAAAF.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire :

- Dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications.
- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Le dossier de plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie d'Estrée aux heures habituelles d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L123.10 du code de l'urbanisme.



REÇU LE

21 JUL. 2015

SOUS-PREFECTURE
de MONTREUIL-sur-MER

Fait et délibéré à Estrée
Les jour, mois et an susdits
Le Maire,
Daniel Jumez



Numéro de l'acte	2021-56
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Estrée, suite à l'instauration du droit de préemption urbain

Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R. 151-51 et R. 151-52 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la commune d'Estrée, approuvé le 16 juin 2015 ;
- Vu la délibération 2021-295 en date du 30 septembre 2021 du conseil communautaire de la CA2BM, instaurant un droit de préemption urbain sur la commune d'Estrée ;
- Vu les plans et documents ci-annexés ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme) ;
- Considérant qu'au sens de l'article R151-52 7^e, le périmètre du DPU doit figurer en annexe du PLU ;

ARRETE

Article 1^{er} – Le plan local d'urbanisme de la commune d'Estrée est mis à jour à la date du présent arrêté.

Article 2 – La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie d'Estrée
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Estrée et au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5 – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 26/10/2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20211026-ARRETE2021-56-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/10/2021



Numéro de l'acte	2021-44
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Estrée

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Estrée en date du 16 juin 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'arrêté n° 2020-34 du 30 juillet 2020 portant délégation de signature à M. Philippe COUSIN en l'absence du Président M. Bruno COUSEIN,

Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme en raison notamment d'une erreur matérielle (L.153-45), sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme, de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues de la modification envisagée, il y a lieu d'adapter le règlement graphique (zonage) ;

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune d'Estrée est engagée.

Article 2 : Avant la mise à disposition du public, le projet sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la ville d'Estrée, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public dont les modalités seront fixées par délibération du conseil communautaire de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de la mise à disposition, une présentation du bilan sera faite devant l'organe délibérant de l'établissement public. Une modification éventuelle pourra se faire pour tenir compte des avis émis et des observations du public avant approbation.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché durant un mois à la mairie d'Estrée ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois dont les locaux sont situés à Montreuil-sur-Mer.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer ainsi qu'au maire de la commune d'Estrée.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 1^{er} juin 2021

Par délégation du Président,
Le Vice-président



Philippe COUSIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20210601-ARRETE2021-44-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/06/2021



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 03 décembre 2021, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Pierre DUCROCQ a donné pouvoir à **Bruno COUSEIN**
Mary BONVOISIN a donné pouvoir à **Amélie JANKOWSKI**
Jean- Marie MICHAULT a donné pouvoir à **Claudine OBERT**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**
Jean-Jacques OPRESCO a donné pouvoir à **Valérie DECLERCQ**
Jocelyne CAULIER a donné pouvoir à **Daniel BERTIN**
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à **Philippe FAIT**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**
Juliette BERNARD a donné pouvoir à **Madeleine DERAMECOURT**
Jean-Paul DE LONGUEVAL a donné pouvoir à **David CAUX**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Daniel DUBOIS représenté par **Alice SENNINGER**
Norbert MAGNIER représenté par **René GAMBART**
Bruno DELENCLOS représenté par **Jérémy PERNAK**

Etaient absents excusés et non représentés :

Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Jean-François ROUSSEL, Daniel THILLIEZ

Christelle BEAURAIN est arrivée à 18h06 avant le vote de la délibération n°2021-359
Dominique BIGAND est arrivé à 18h09 avant le vote de la délibération n°2021-359
Henri DELIANNE est arrivé à 18h10 avant le vote de la délibération n°2021-361
Hubert MAQUAIRE est arrivé à 18h10 avant le vote de la délibération n°2021-367
Didier BRICOUT est arrivé à 19h17

Secrétaire de séance : **Valérie DELORME**

Numéro de l'acte	2021-400
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1. Planification Urbaine

Objet : Bilan de la concertation et Approbation de la modification n°1 du PLU de la commune d'Estrée

• **Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, R104-12, R.153-20 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'arrêté du Président 2021-44 en date du 01^{er} juin 2021 décidant de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la notification du projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la commune d'Estrée, en date du 01^{er} juillet 2021 concernant la modification du PLU de la commune d'Estrée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 01^{er} juillet 2021 ;
- Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale n°2021-5585 en date du 24 août 2021 de la MRAE ;
- Vu les réponses des personnes publiques associées ;
- Vu la délibération n°2021-303 en date du 30 septembre 2021 définissant les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLU de la commune d'Estrée ;
- Vu la mise à disposition du public qui s'est déroulée du 25 octobre 2021 au 26 novembre 2021 ;
- Considérant que parmi les personnes publiques associées sollicitées sur la modification du PLU de la commune d'Estrée, quatre retours formulés sont favorables sans réserve et que les autres sont réputés favorables ;
- Considérant que la MRAe a dispensé le dossier d'évaluation environnementale ;
- Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui en délibère et adopte le

projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée ;

1. Bilan de la mise à disposition

Le public pouvait consulter le dossier mis à disposition et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet en mairie d'Estrée (11 rue de la Course 62170 Estrée) aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 25 octobre 2021 au 26 novembre 2021 inclus (soit pendant 33 jours) ;

Le public pouvait également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours et www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public).

Un poste informatique était accessible aux personnes souhaitant consulter le dossier, en mairie d'Estrée, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Toute personne pouvait obtenir communication du dossier, sur demande.

Le public pouvait également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au Président de la CA2BM (11-13 place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer) du 25 octobre 2021 9h00 au 26 novembre 2021 inclus ;

Les observations pouvaient également être adressées par courriel à l'adresse modificationplu@ca2bm.fr accessible depuis l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique urbanisme dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public. Un lien était accessible dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-documents-durbanisme/les-procedures-en-cours>;

- Considérant que l'ensemble des modalités de mise à disposition définies dans la délibération du conseil communautaire ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

- Considérant qu'aucune observation n'a été inscrite sur le registre de mise à disposition, qu'aucun courrier ni courriel n'a été reçu ;

2. Dossier soumis à approbation

- Considérant qu'au terme de la mise à disposition du public et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;

Considérant qu'au vu des avis favorables des personnes publiques associées et de l'absence de remarques du public, aucune modification n'a été apportée au document soumis à l'assemblée ;

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président compétent, il est demandé au conseil communautaire de bien vouloir :

- Approuver le bilan de la mise à disposition du public présenté précédemment ;
- Approuver la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Estrée, telle qu'annexée à la présente délibération.

Conformément aux dispositions des articles L153-23 et R153-20 à 22 du code de l'urbanisme, la date d'opposabilité correspond à la date de la dernière des mesures de transmission, de publicité ou d'affichage suivantes :

- *Date de réception du dossier complet en préfecture ou sous-préfecture,*
- *Date du 1^{er} jour d'affichage de la délibération d'approbation à la mairie **d'Estrée et à la Communauté d'agglomération,***
- *Date de parution du journal dans lequel mention de l'affichage a été insérée.*

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie d'Estrée ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Le PLU opposable sera publié sur le site internet de la CA2BM.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20211209-2021-400M-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/12/2021

Affichage : 10/12/2021



Numéro de l'acte	2022-88
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant mise à jour du PLU de la commune d'Estrée concernant l'annexion du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R. 151-51, R.151-53 et L 153-60 ;
- Vu l'article L.581-14-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu le Règlement Local de Publicité Intercommunal de la CA2BM, approuvé par délibération du conseil communautaire n° 2022-289 en date du 06/10/2022 ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Estrée concerné par le présent arrêté ;
- Vu le document ci-annexé ;
- Considérant que la mise à jour du PLU est effectuée pour modifier le contenu des annexes via un arrêté de mise à jour (article R153-18 du code de l'urbanisme), dans la mesure où le règlement local de publicité intercommunal a été approuvé ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Estrée est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la délibération n°2022-289 susvisée ainsi que le plan de zonage ont été visés par Monsieur le Président, avec la mention : « *Vu pour être annexé au Plan Local d'Urbanisme* ».

Article 2 : La mise à jour est tenue à la disposition du public :

- en mairie d'Estrée ;
- au siège de la CA2BM ;
- à la préfecture du Pas-de-Calais ;
- à la sous-préfecture ;
- à la direction départementale des territoires et de la mer.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Estrée ainsi qu'au siège de la CA2BM pendant une période d'un mois à compter de sa signature, conformément aux dispositions de l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5. – Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au préfet du Pas-de-Calais et au directeur départemental des territoires et de la mer.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 04.01.2023

Le Président,

Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20230104-ARRETE2022-88-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/01/2023